

VIA WUI+  
EURCOM WSH

21877 COMEU B  
21877 COMEU B

DE : C.C.E. BRUXELLES - 847109 - LECTEUR OPTIQUE  
A : BUREAU C.E. - WASHINGTON  
REF: 18:41 24-09-82 000075720 - 0293

TLX NR 164838-X

BUREAU D'INFORMATION DE WASHINGTON  
MME ELLA KRUCOFF

SUBJECT: NEW ANTITRUST PROCEDURES OF THE COMMISSION  
I CONFIRM THAT THE NEW COMPETITION PROCEDURES - ANNOUNCED IN  
SPOKESMAN'S MEMO NR 54 OF JULY 23 - ARE TO BE PUBLISHED IN THE  
'C' OFFICIAL JOURNAL GOING TO PRESS NEXT WEEK.

REGARDS  
ANDRE JACQUOT COMEUR  
NNNN

\*  
EURCOM WSH

21877 COMEU B

DE : C.C.E. BRUXELLES - 819304 - LECTEUR OPTIQUE  
A : BUREAU C.E. - WASHINGTON  
REF: 18:43 24-09-82 000072172 - 0173

TLX NR. 164789-SG BERL 11/50

TELEX HEBDOMADAIRE NR 96 DU 24.09.82 DESTINE A L'ENSEMBLE DES  
DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION  
INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

1. AFFAIRES INTERIEURES  
-----

1.1 CONSEIL 'AGRICULTURE' (20/21 SEPTEMBRE)  
-----

LES MINISTRES N'ONT PU PARVENIR A UN CONSENSUS SUR LES QUANTITES  
DE BEURRE A IMPORTER DE NOUVELLE-ZELANDE POUR L'ANNEE 1983. DANS  
LE CADRE DU REGLEMENT ACTUEL PREVOYANT UN REGIME SPECIAL POUR  
LES ANNEES 1981 A 1983, LA COMMISSION A PROPOSE POUR 1983 UNE  
QUANTITE TOTALE DE 89.000 T, CONTRE 94.000 T EN 81 ET 92.000 T  
EN 82. CERTAINES DELEGATIONS ONT PLAIDE EN FAVEUR D'UNE QUANTI-  
TE BIEN INFERIEURE ET NE SONT PAS EN MESURE POUR L'INSTANT  
D'ACCEPTER UNE FORMULE DE COMPROMIS DE 87.000 T. LE CONSEIL

1	Rd-Rs
TR.	Bj
I.S.	-
FIN.	-
AGR.	-
ENE.	-
R.D.	-
ADM.	-
S.A.	-
	unb
29	C.F.

432

Global Communications

Global Communications

REPRENDRA CE DOSSIER LE 18/19 OCTOBRE EN VUE D'ABOUTIR A UNE DECISION.

LES AUTRES POINTS DE L'ORDRE DU JOUR N'ONT PAS NON PLUS CONDUIT A DES CONCLUSIONS DEFINITIVES. ONT ETE DISCUTES ENTRE AUTRES L'AMENAGEMENT DE LA REGLEMENTATION POUR LES FRUITS ET LEGUMES ET L'HUILE D'OLIVE EN VUE DE L'ELARGISSEMENT A L'ESPAGNE ET AU PORTUGAL (DOSSIER "ACQUIS COMMUNAUTAIRE") ET LES ACCORDS-CADRE RELATIFS A LA FOURNITURE PLURIANNUELLE DE PRODUITS AGRICOLES.

SEULE DECISION : LES PRIX DE L'HUILE D'OLIVE POUR LA NOUVELLE CAMPAGNE QUI ABOUTISSENT A UN RAPPORT DE L'ORDRE DE 2.35-2.40 CONTRE UN AVEC LES HUILES VEGETALES CONCURRENTES.

### 1.2 EVOLUTION DES MARCHES AGRICOLES

-----

M. DALSAGER A FAIT EN COMMISSION LE POINT DE LA SITUATION DES MARCHES ET DE LA CONSOMMATION DES CREDITS DU FEOGA A L'ENTREE DE L'AUTOMNE. LES RECOLTES 82 ONT ETE BONNES, MEME TRES BONNES POUR CERTAINS PRODUITS, CE QUI CONDUIRA A UN ACCROISSEMENT DES SURPLUS A ECOULER PENDANT LA SUITE DE LA CAMPAGNE. TOUTEFOIS, L'EQUILIBRE DES MARCHES POURRA ETRE NORMALEMENT ASSURE AU MOYEN DES CREDITS BUDGETAIRES DISPONIBLES.

DANS L'ETAT ACTUEL, LA COMMISSION A CONSTATE QUE POUR 1982 LES EXCEDENTS DU FEOGA-GARANTIE SERONT TRES IMPORTANTS, COMME EN 1981. ILS SONT EVALUES A 1 MILLIARD D'ECU (EN PLUS DES 500 MILLIONS D'ECU QUE LA COMMISSION A PROPOSE DE TRANSFERER A D'AUTRES SECTEURS). ON S'ATTEND TOUTEFOIS A UNE AUGMENTATION IMPORTANTE DES DEPENSES AU COURS DES PROCHAINS MOIS, EN RAISON DE LA DEGRADATION DE PLUSIEURS MARCHES (BAISSE DES PRIX MONDIAUX DU SUCRE, DES CEREALES, DES GRAINES OLEAGINEUSES, RECOLTES COMMUNAUTAIRES IMPORTANTES, TENDANCE A L'AUGMENTATION DE STOCKS, NOTAMMENT DE POUDRE DE LAIT ET DE BEURRE), MAIS LES CONSEQUENCES FINANCIERES DE CETTE DEGRADATION SE REPERCUTERONT ESSENTIELLEMENT SUR LE BUDGET 1983.

LA COMMISSION A PROCEDÉ A UNE PREMIERE DISCUSSION D'ORIENTATION. ELLE SERA SAISIE ULTERIEUREMENT PAR M. DALSAGER DE PROPOSITIONS PRATIQUES SUR LES MESURES A PRENDRE EN VUE D'ASSURER LE MEILLEUR ECOULEMENT DES SURPLUS DE CERTAINS PRODUITS, NOTAMMENT PAR DES VENTES A TARIF FAVORABLE DANS LA COMMUNAUTE.

### 1.3 ACIER : PROGRAMME PREVISIONNEL

-----

M. DAVIGNON A TENU A PRESENTER ET COMMENTER LUI-MEME EN COMMISSION COMME EN SALLE DE PRESSE LES TAUX D'ABATTEMENT PREVUS POUR LE 4EME TRIMESTRE 1982. IL APPARAIT, EN EFFET, QUE LA SITUATION NE S'AMELIORE PAS ET QUE LES TAUX D'ABATTEMENT CORRESPONDENT A UNE CONSOMMATION D'ACIER INFERIEURE A 25 MILLIONS DE TONNES, UN DES CHIFFRES LES PLUS BAS QUI AIENT ETE ENREGISTRES DEPUIS PLUS DE VINGT ANS POUR UN 4EME TRIMESTRE.

(1982 RISQUE DE CONSTITUER UN TRISTE RECORD AVEC UNE PRODUCTION ANNUELLE DE L'ORDRE DE 110 MIO. DE T. ALORS QU'ELLE S'ELEVAIT A 155 MIO. EN 1974 ET LE TAUX D'UTILISATION DES CAPACITES LE PLUS FAIBLE DEPUIS LA CREATION DE LA CECA).

IL EST CERTAIN QUE LA COMMISSION, CONFRONTEE AVEC UNE SITUATION DIFFICILE, N'A PAS PRIS UNE TELLE DECISION DANS UNE PERSPECTIVE FATALISTE MAIS POUR BIEN MONTRER LA NECESSITE QU'IL Y A A ENTREPRENDRE UNE ACTION ENERGIQUE A MOYEN TERME DE LA RESTRUCTURATION DE L'INDUSTRIE DE LA SIDERURGIE.

LES OBJECTIFS GENERAUX QUI SERONT ADOPTES PROCHAINEMENT PAR LA COMMISSION AINSI QUE DE NOUVELLES MESURES POUR STIMULER LA RECONVERSION S'INSCRIVENT DANS LE MEME CONTEXTE.

#### 1.4 VOLET SOCIAL "ACIER"

-----

LE CONSEIL A ARRETE LA DECISION PERMETTANT UNE CONTRIBUTION COMPLEMENTAIRE DU BUDGET CECA DE 50 MIO ECUS POUR CHACUN DES DEUX EXERCICES 1982 ET 1983 POUR LA REALISATION DU PROGRAMME D'AIDES SPECIALES TEMPORAIRES (1981/84) EN FAVEUR DES TRAVAILLEURS DE LA SIDERURGIE ET DES MINES DE FER AFFECTES PAR LES MESURES DE RESTRUCTURATION. (CE PROGRAMME BENEFICIAIT DEJA D'UNE CONTRIBUTION DIRECTE DE 50 MIO ECUS DES ETATS MEMBRES ET D'UN TRANSFERT DE 62 MIO DU BUDGET GENERAL AU BUDGET CECA).

#### 1.5 MARCHE CHARBONNIER

-----

COMPLETANT SON RAPPORT REDIGE AU DEBUT DE L'ANNEE, LA COMMISSION A PROCEDÉ LE 16.9 A UNE MISE A JOUR CONCLUANT QUE LE MARCHE CONTINUE D'ETRE MARQUE PAR LA RECESSION. EN 1982, LES LIVRAISONS DE HOUILLE POURRAIENT ETRE INFERIEURES DE 1 0/0 A CELLE DE 1981, SANS POUR AUTANT EVITER UN NOUVEL ACCROISSEMENT DES STOCKS. AVEC 242 MILLIONS DE TONNES, LA PRODUCTION COMMUNAUTAIRE SERAIT LEGEREMENT REDUITE PAR RAPPORT A 1981 (1,5 0/0), LES LIVRAISONS INTRACOMMUNAUTAIRES BAISSANT PLUS SENSIBLEMENT QUE LES IMPORTATIONS DE PAYS TIERS.

CONCERNANT LES IMPORTATIONS, 1982 A ETE MARQUEE PAR UN RETOUR DE LA POLOGNE SUR LE MARCHE MONDIAL ET PAR PLUSIEURS MISSIONS EXPLORATOIRES DES CHARBONNIERS US EN EUROPE.

#### 1.6 GAZ NATUREL

-----

EN VUE DU PROCHAIN CONSEIL ENERGIE (9 NOVEMBRE), LA COMMISSION A ADOPTE UN PROJET DE RECOMMANDATION SUR LE MODE DE FIXATION DES PRIX DU GAZ NATUREL COMPLETANT LE DISPOSITIF DEJA EXISTANT POUR LES AUTRES ENERGIES EN VUE DE LES RENDRE CONFORMES AUX OBJECTIFS DE DIVERSIFICATION DES RESSOURCES ET D'ALLOCATION OPTIMALE DES DISPONIBILITES. DEUX OBJECTIFS SONT INDIQUEES :

- STRUCTURES TARIFAIRES COMMUNES POUR RENDRE LES CONDITIONS D'APPROVISIONNEMENT PLUS HOMOGENES ET LA FORMATION DES PRIX PLUS COHERENTE DANS LA COMMUNAUTE. (LA COMMISSION S'EN PREND NOTAMMENT A DES PRATIQUES DE PRIX ARTIFICIELLEMENT BAS QUI SE TRADUISENT DANS LES FAITS PAR DES SUBVENTIONS A CERTAINES CLASSES DE CONSOMMATION OU UTILISATIONS).

- COUVERTURE DES COUTS DE FOURNITURE DU GAZ ET D'AMORTISSEMENT DES INVESTISSEMENTS.

#### 1.7 CONSTRUCTION NAVALE

-----

LA COMMISSION INDIQUE DANS SON RAPPORT ANNUEL DU 13.9 QUE LA SITUATION MONDIALE RESTE PRECAIRE. LA CAUSE PRINCIPALE DEMEURE LE DESEQUILIBRE ENTRE LES CAPACITES DE PRODUCTION ET LA DEMANDE DE NAVIRES, AFFECTEE PAR UNE STAGNATION DES TRANSPORTS MARITIMES ET PAR UNE SURCAPACITE DES FLOTTES. MALGRE UN FRAGILE REEQUILIBRE ENTRE DEMANDE ET PRODUCTION EN 1981, LA COMMISSION CONSTATE QUE 1982 NE PRESENTE AUCUN INDICE QUI PERMETTE DE CONCLURE A UNE AMELIORATION DE LA SITUATION DES CHANTIERS A COURT TERME.

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

SI LES DIX ONT POURSUIVI LEURS EFFORTS AFIN DE RETREINDRE L'OFFRE, IL N'EN VA PAS DE MEME POUR LE JAPON QUI A AUGMENTE SES CAPACITES DE PRODUCTION DE NAVIRES, DE VRAC NOTAMMENT (SURTOUT EN 1980 ET 81). LE RISQUE EST REEL DE VOIR LEURS CHANTIERS UTILISER CES NOUVELLES CAPACITES POUR ENLEVER DES COMMANDES DE NAVIRES PLUS SOPHISTIQUES, QUI CONSTITUENT LA BASE DE L'ACTIVITE DES CHANTIERS EUROPEENS.

## 2. ELARGISSEMENT

-----

### 2.1 PORTUGAL

-----

LA NEUVIEME SESSION MINISTERIELLE (21.9) A PERMIS DE CONCLURE DEFINITIVEMENT LES CHAPITRES INDUSTRIELS DE LA NEGOCIATION : UNION DOUANIERE, CEEA ET RELATIONS EXTERIEURES, DANS LE CADRE D'UNE PERIODE DE TRANSITION DE SEPT ANS. LE PORTUGAL POURRA MAINTENIR PENDANT 3 ANS APRES L'ADHESION UN SYSTEME DE LICENCES ET DE SURVEILLANCE STATISTIQUE POUR L'IMPORTATION DE TOUS LES PRODUITS INDUSTRIELS. UN ACCORD EST AUSSI INTERVENU SUR LE PROBLEME CRUCIAL DES EXPORTATIONS DE TEXTILES PORTUGAIS QUI PENDANT TROIS, EVENTUELLEMENT QUATRE ANS, DEVRONT SE DEVELOPPER A UN RYTHME DETERMINE ET CROISSANT EN VUE D'EVITER LEUR DEVELOPPEMENT BRUTAL ET DESORDONNE (CECI SE FERA DANS LE CADRE D'UN REGIME DE COOPERATION ADMINISTRATIVE QUI S'ANALYSE, EN PRATIQUE, EN UNE AUTO-LIMITATION).

LA CONFERENCE A AUSSI VIRTUELLEMENT CONCLU SES TRAVAUX SUR LES CHAPITRES DU DROIT D'ETABLISSEMENT ET DE LA FISCALITE.

LA COMMUNAUTE A MANIFESTE SA VOLONTE DE MAINTENIR LA DYNAMIQUE DE LA NEGOCIATION EN LA CONCENTRANT SUR LES CHAPITRES IMPORTANTS, MENTIONNANT A CET EGARD LES AFFAIRES SOCIALES, L'AGRICULTURE ET EXPRIMANT L'ESPOIR D'OUVRIR LES NEGOCIATIONS SUR LA PECHE.

### 2.2 ESPAGNE : AIDE PRE-ADHESION

-----

LA BANQUE EUROPEENNE A ACCORDE UN NOUVEAU PRET DE 20 MIO. ECUS POUR LE FINANCEMENT D'INVESTISSEMENTS EN FAVEUR DE PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES DES REGIONS LES PLUS DEFAVORISEES D'ESPAGNE.

L'ENVELOPPE GLOBALE PREVUE A CE TITRE S'ELEVE A 200 MIO. ECUS DE PRETS SUR RESSOURCES PROPRES. UNE PREMIERE TRANCHE DE 20 MIO. AVAIT ETE DEBLOQUEE EN DECEMBRE 1981 EN FAVEUR DES P.M.E. ESPAGNOLES ET D'INVESTISSEMENTS ENERGETIQUES.

## 3. RELATIONS EXTERIEURES

-----

### 3.1 RELATIONS CEE/USA

-----

#### A) ACIER

LE VICE-PRESIDENT DAVIGNON A INFORME LUNDI LE CONSEIL DES DISCUSSIONS QU'IL A EUES AU COURS DU PRECEDENT WEEK END AVEC M. BALDRIGE (DOC).

LE CONSEIL A PRIS NOTE AVEC REGRET DU FAIT QUE L'ADMINISTRATION US N'ETAIT PAS ENCORE EN MESURE D'APPROUVER L'ARRANGEMENT 'ACIER'. IL A CONFIRME SA VOLONTE DE PRENDRE LES DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR PERMETTRE SA MISE EN OEUVRE LE 15 OCTOBRE AU

PLUS TARD SI LES CO NDITIONS POLITIQUES CONVENUE AVEC LA COMMISSION SONT REMPLIES EN TEMPS UTILE DU COTE US.

LE CONSEIL A PRIS NOTE DE CE QUE LA COMMISSION POURSUIT ENTRE-TEMPS SES DISCUSSIONS SUR LE PROBLEME DES TUBES, LIE PAR LA VOLONTE DES ETATS UNIS A CELUI DE L'ARRANGEMENT. (SELON M. DAVIGNON, CE DERNIER N'ABOUTIRA QUE SI LE CONSEIL CONVIENT DE RECHERCHER UN SYSTEME APPROPRIE DE MODERATION DES EXPORTATIONS DE TUBES EN FONCTION DE L'EVOLUTION DU MARCHE US).

#### B) GAZODUC SOVIETIQUE

LES DELEGATIONS ONT DEPLORE LA SITUATION CREEE PAR L'EMBARGO US ET INSISTE SUR L'IMPORTANCE DE RETABLIR DES RELATIONS NORMALES A CET EGARD, EXPRIMANT LA DISPONIBILITE DU COTE EUROPEEN DE POURSUIVRE LES CONTACTS A CET EFFET. UNE PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTE AUX DISCUSSIONS ENTRE ETATS MEMBRES ET AUTORITES US DEVRA INTERVENIR LE MOMENT VENU, EVENTUELLEMENT EN MARGE DE LA PROCHAINE SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES.

LA QUESTION DU DISC SERA EVOQUEE A NOUVEAU LE 30 SEPTEMBRE AU CONSEIL DU GATT OU LA COMMUNAUTE ENTEND MAINTENIR LA PRESSION. LE DISC ET LES AUTRES CHAPITRES DU CONTENTIEUX CE/US (AGRICULTURE, COPYRIGHT, QUESTIONS MARITIMES, NOTAMMENT) FONT ACTUELLEMENT L'OBJET D'EXAMENS, EN FONCTION D'ELEMENTS NOUVEAUX QUI SONT ATTENDUS, DANS LA PERSPECTIVE DE LA PROCHAINE SESSION DU CONSEIL.

#### 3.2 PROCHE-ORIENT

-----  
MINISTERS MEETING IN POLITICAL COOPERATION ON 20 SEPTEMBER ADOPTED A DECLARATION TO THE PRESS ON THE MIDDLE EAST, OF WHICH THE PRINCIPAL ELEMENTS ARE AS FOLLOWS :

- CONDEMNATION OF THE MASSACRE OF PALESTINIAN CIVILIANS.
- READINESS TO SUPPORT SECURITY COUNCIL RESOLUTION 521, AND, UP TO THE LIMIT OF THEIR CAPABILITIES, APPROPRIATE ADDITIONAL STEPS.
- CALL FOR THE WITHDRAWAL OF ISRAELI FORCES FROM WEST BEIRUT AND ALL FOREIGN FORCES FROM THE COUNTRY.
- REAFFIRMATION OF SOLIDARITY WITH THE LEBANON AND AN APPEAL FOR THE CONTINUATION OF THE CONSTITUTIONAL PROCESS.
- REAFFIRMATION OF THE VENICE PRINCIPLES, WHICH ARE COMMANDING INCREASING ACCEPTANCE.
- WELCOME FOR THE REAGAN INITIATIVES.
- UNDERLINING THE IMPORTANCE OF THE FEZ STATEMENT.
- MENTION OF THE FRANCO-EGYPTIAN DRAFT SECURITY COUNCIL RESOLUTION.
- CONTINUATION OF THE TEN'S ROLE. THEY WILL MAINTAIN AND EXPAND THEIR CONTACTS WITH ALL PARTIES.

#### 3.3 AMERIQUE CENTRALE

-----  
LE CONSEIL N'A PU SE METTRE D'ACCORD SUR UNE ACTION SPECIALE ET UNIQUE EN FAVEUR DE L'AMERIQUE CENTRALE. LE DESACCORD PORTE NOTAMMENT SUR LE NOMBRE DES PAYS BENEFICIAIRES. LA SITUATION POLITIQUE DE CEUX-CI EST UN ELEMENT IMPORTANT POUR CERTAINES DELEGATIONS ALORS QUE LA COMMISSION ESTIME QUE L'ACTION ENVISAGEE DEVRAIT ETRE MENEESUR UNE BASE OBJECTIVE, A SAVOIR L'EXISTENCE DE PROJETS DE REFORME AGRAIRE VALABLES AINSI QUE LA POSSIBILITE POUR LES PAYS CONCERNES D'EN ASSURER L'EXECUTION.

Global Communications  
Global Communications  
Global Communications  
Global Communications  
Global Communications

Global Communications  
Global Communications  
Global Communications  
Global Communications  
Global C

LA COMMISSION A ETE INVITEE A AFFINER ET PRECISER L'ACTION QU'ELLE PROPOSE DE LANCER. LE CONSEIL REPENDRA LE DOSSIER AU MOIS D'OCTOBRE.

### 3.4 BRESIL

-----

LE CONSEIL A ADOPTE LE REGLEMENT DE CONCLUSION DE L'ACCORD-CADRE DE COOPERATION AVEC LE BRESIL SIGNE EN SEPTEMBRE 1980 QUI DEVRAIT ENTRER EN VIGUEUR TRES PROCHAINEMENT.

CET ACCORD, D'UNE DUREE INITIALE DE CINQ ANS RENOUELABLE TACITEMENT, REMPLACE L'ACCORD COMMERCIAL DE 1974 ET INTRODUIT UNE NOUVELLE DIMENSION DANS LES RELATIONS AVEC LE BRESIL. CET ACCORD-CADRE A CARACTERE EVOLUTIF N'EXCLUT A PRIORI AUCUN DOMAINE DE COOPERATION RELEVANT DE LA COMPETENCE COMMUNAUTAIRE QUI POURRONT TOUS ETRE EXPLORÉS EN COMMUN DANS LE CADRE DE LA COMMISSION MIXTE INSTITUTEE PAR L'ACCORD.

### 3.5 CEE/ASEAN : CONFERENCE BRUXELLES

-----

LES DIFFERENTS ASPECTS DES RELATIONS CEE/ASEAN ONT FAIT L'OBJET DE DEUX JOURNEES DE DISCUSSIONS DANS LE CADRE D'UNE CONFERENCE ORGANISEE CONJOINTEMENT PAR L'INSTITUT D'ETUDES EUROPEENNES ET L'INSTITUTE OF SOUTH-EAST ASIAN STUDIES, SOUS L'EGIDE DE LA COMMISSION. CES DISCUSSIONS AVAIENT SURTOUT POUR OBJECTIF D'ATTIRER L'ATTENTION DES ENTREPRENEURS ET INVESTISSEURS EUROPEENS VERS L'ASEAN. A CET EGARD L'IMPORTANCE DU SUCCES DE LA PROCHAINE CONFERENCE INDUSTRIELLE SECTORIELLE DE KUALA LUMPUR (FEVRIER 83) ET DES TRAVAUX DU EEC/ASEAN BUSINESS COUNCIL A ETE SOULIGNEE.

### 3.6 COMMISSION BRANDT

-----

A L'INITIATIVE DE M. PISANI, LA COMMISSION BRANDT S'EST REUNIE A BRUXELLES LES 22 ET 23 SEPTEMBRE POUR DISCUTER DU PRESENT ET DE L'AVENIR DES RELATIONS ENTRE PAYS INDUSTRIALISES ET PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT AINSI QUE DU ROLE DE LA COMMUNAUTE. CETTE COMMISSION, CREEE EN 1977 A L'INITIATIVE DE R. MAC NAMARA, EST COMPOSEE DE PERSONNALITES INDEPENDANTES. ELLE A POUR BUT D'ETUDIER LES PROBLEMES RESULTANT DES INEGALITES ECONOMIQUES ET SOCIALES DU MONDE ET DE PROPOSER DES SOLUTIONS. ELLE AVAIT DEPOSE UN RAPPORT EN 1980.

## 4. QUESTIONS INSTITUTIONNELLES ET DIVERSES

-----

### 4.1 RECOURS EN CARENCE CONTRE LE CONSEIL

-----

POUR LA PREMIERE FOIS DE SON HISTOIRE, LE PARLEMENT A ADOPTE UNE RESOLUTION INVITANT LE CONSEIL A AGIR DANS LE DOMAINE DE LA POLITIQUE DES TRANSPORTS. LE CONSEIL A DEUX MOIS POUR REPENDRE AU PARLEMENT (ART. 175 DU TRAITE CEE). APRES EXAMEN DE CETTE REPONSE LE PARLEMENT DECIDERA S'IL Y A LIEU POUR LUI D'ATTAGUER LE CONSEIL DEVANT LA COUR DE JUSTICE. LE RECOURS EN CARENCE SERAIT INTRODUIT DANS UN AUTRE DELAI DE DEUX MOIS.

(LE PARLEMENT A SOULIGNE A CETTE OCCASION QUE LA POLITIQUE DES TRANSPORTS N'A JAMAIS FAIT L'OBJET QUE DE MESURES MINIMALES NE REPENDANT NULLEMENT AUX IMPERATIFS DU MARCHE COMMUN NI A L'INSTAURATION D'UNE VERITABLE POLITIQUE COMMUNE DES TRANSPORTS, CONFORMEMENT AUX OBJECTIFS DU TRAITE CEE).

M. CONTOGEOGIS A SOULIGNE DEVANT LE PARLEMENT QUE CETTE INITIA-  
TIVE DEVRAIT DONNER UNE IMPULSION NOUVELLE AU DEVELOPPEMENT ET A  
L'INTEGRATION DE LA POLITIQUE COMMUNE DES TRANSPORTS. (LA  
COMMISSION REEXAMINE ACTUELLEMENT L'ENSEMBLE DES PROPOSITIONS  
SOUMISES AU CONSEIL, SOUVENT DEPUIS LONGTEMPS, ET S'EST DECLAREE  
DISPOSEE A INTERVENIR DANS L'INSTANCE EVENTUELLE).

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR  
NNNN

\*  
EURCOM WSH

21877 COMEU B  
REPLY VIA WUI-DIAL 101  
0

RECI Global Communications

RECI Global Communications